

Le général de Gaulle en Irlande (mai-juin 1969)

par Pierre Bitard (*)

Premier conseiller à l'ambassade de France à Dublin, j'y assurais la permanence le 1^{er} mai 1969 lorsque je fus appelé au téléphone, depuis Paris, par M. de la Chevalerie, ancien directeur de cabinet du général de Gaulle. La communication était destinée à l'ambassadeur, M. d'Harcourt, qui était absent, et ne put être joint que dans la soirée.

Le lendemain, M. d'Harcourt m'annonçait que M. de la Chevalerie allait venir se reposer en Irlande. Dans la soirée du 3 mai, il me demanda de venir le voir d'urgence.

M. de la Chevalerie commença par me demander de garder le plus grand silence sur ce qui allait être le sujet de notre entretien : le général de Gaulle avait décidé de se retirer en Irlande durant toute la campagne présidentielle. M. d'Harcourt, Compagnon de la Libération, grand blessé de guerre, n'étant à Dublin que depuis le

début du mois de mars, et connaissant encore mal le pays, on me demandait de trouver en Irlande une résidence pour le général de Gaulle.

Une heure plus tard, M. de la Chevalerie et moi partions dans ma voiture pour Dromelonde Castle, près de Limerick. Nous sommes arrivés vers minuit dans ce château, transformé en hôtel pour riches touristes américains. Il nous apparut le lendemain qu'il était impossible d'y faire résider le Général dans des conditions de dignité et de tranquillité souhaitables.

Avant le départ de M. de la Chevalerie pour Dublin, le Général avait noté ses souhaits sur une petite feuille de papier :

Sur la côte Ouest de l'Irlande, tout d'abord dans un site sauvage et éloigné

(*) Diplomate, ancien conseiller à l'ambassade de France à Dublin.

des agglomérations, ayant accès à une plage aussi déserte que possible.

Tant mieux si c'est au bord ou à proximité d'une forêt où l'on puisse se promener à pied.

Soit un petit hôtel qui soit confortable (ce serait le mieux), soit une villa convenablement meublée.

Ma femme et moi, un aide de camp et, peut-être, sa femme, un chauffeur, un cuisinier-valet de chambre (un marin).

Comment faire pour mes paiements (change ?).

En haut de la feuille, le Général avait ajouté : « *Ni visite, ni réception officielle.* »

Il s'agissait donc de trouver un logement répondant à ces désirs, et dont on pourrait assurer la sécurité.

Mais, trouver en Irlande une forêt, un petit hôtel confortable, s'avérait plus difficile que des sites sauvages et des plages désertes !

Repartis le 4 mai au matin en direction du Sud, nous visitâmes, M. de la Chevalerie et moi, vingt-sept endroits susceptibles d'accueillir le Général, y compris la ravissante — mais trop petite — maison de la sœur de M. Hervé Alphand, alors secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

Nous découvriâmes enfin l'endroit rêvé : Heron Cove (la baie du héron) près du grand hôtel de Parknasilla. C'était une agréable maison de maître transformée en un petit hôtel, en bordure de l'océan, au fond d'un jardin de sept hectares, avec un grand sentier d'accès à la route. La sécurité était facile à assurer, sauf du côté de la mer.

Nous repartîmes pour Dublin, visitant encore d'autres sites par acquis de conscience, arrivant à l'ambassade le 5 mai vers 2 heures du matin, après avoir parcouru 1 200 kilomètres.

En notre absence, M. d'Harcourt avait pris contact avec le ministère irlandais des Affaires étrangères.

Il fut convenu que le projet du Général ferait l'objet du secret le plus total. Seuls en seraient avertis le président de la République, M. de Valera, le Premier ministre, M. Lynch, le ministre des Affaires étrangères, M. Aiken, son secrétaire général, M. Mc Cann et M. O'Sullivan, directeur des affaires économiques, parfaits francophones tous deux.

Malgré sa fatigue, M. de la Chevalerie repartit le 5 au matin pour Heron Cove, avec M. d'Harcourt qui voulait visiter les lieux. M. de la Chevalerie regagna Paris le 7 mai, rendit compte au général de Gaulle, qui donna son accord.

Restait à régler, avec le 10 mai, la ques-

tion de la location. On fit passer le contrat par le directeur du tourisme irlandais, sans lui révéler le nom de qui il s'agissait.

En effet, la situation était complexe. Heron Cove appartenait à un citoyen allemand qui avait revendu son hôtel à un Irlandais. Mais le gérant de l'hôtel devait 1 100 livres à son employeur et refusait son licenciement. L'avoué du propriétaire allemand avait bien gagné le procès contre son gérant, mais l'affaire devait passer en appel dans la semaine. Le ministre irlandais des Affaires étrangères réussit à persuader l'avoué de demander un report d'audience jusqu'au 26 mai. De la sorte, le général de Gaulle pouvait résider pendant 15 jours à Heron Cove, avant l'évocation du procès, ce qui laissait à l'ambassade le temps de trouver un autre logement. Et c'est ce qui explique que le Général n'ait passé que 15 jours à Heron Cove.

On réussit à précipiter les choses, grâce au dynamisme du directeur du tourisme et sans qu'il ait connu les raisons des pressions amicales dont il était l'objet.

Tout ceci causait un remue-ménage qui ne pouvait passer inaperçu dans une si petite ambassade. Outre l'ambassadeur et moi, la chancellerie se composait seulement d'un vice-consul et de trois secrétaires, les services culturels et commerciaux, de trois fonctionnaires et de trois secrétaires. Il fallut mettre dans le secret Mlle Killmartin, la secrétaire de l'ambassadeur, M. Bernard, le vice-consul, ne fut informé que le 9 mai à midi.

Mlle Killmartin devait, en effet, se rendre à Heron Cove pour installer la maison. Par scrupule, M. d'Harcourt n'avait pas voulu dessaisir sa résidence d'objets inscrits à l'inventaire. Je prêtais donc mes livres, mon poste de radio, fis acheter des fleurs, des fromages français, constituais une cave, afin que l'hôtel retrouve l'aspect primitif de la maison qu'il avait été à l'origine.

Le 9 mai, le Premier ministre, M. Lynch, et M. d'Harcourt partirent pour la ville de Cork, où devait atterrir l'avion du Glam, sous prétexte d'inaugurer le port pétrolier de Bantry et un festival de films.

Il avait fallu, auparavant, mettre en place un service de sécurité, afin de barrer au dernier moment les routes d'accès de Cork à Heron Cove. Pour cela, il avait fallu mobiliser 120 policiers alors qu'on n'en comptait que 2 300 dans toute l'Irlande.

Comme le chef de la police s'interrogeait sur l'ampleur et la finalité des mesures qu'on lui demandait de prendre, je suggérai de lui dire qu'on attendait... la princesse Grace de Monaco au festival du

film. Lorsque l'avion atterrit le 10 mai à 10 h 30, et qu'il vit apparaître le général de Gaulle à la coupée, la stupeur du chef de la police n'eut d'égale que son indignation. Beau joueur, il devait rire par la suite de la manière dont il avait été joué par le Premier ministre.

Après le départ de M. d'Harcourt, je m'installais à l'ambassade auprès du téléphone, qui ne cessa pas de sonner dès l'atterrissage en Irlande du Général. Il fallait, pendant plusieurs heures, passer pour tout ignorer : je me suis rarement fait autant insulter par des journalistes que ce jour-là.

Une heure après son arrivée à Heron Cove, le Général me fit téléphoner par son aide de camp, le capitaine de vaisseau Flohic, pour m'inviter à déjeuner, le surlendemain, avec M. O'Sullivan. Le directeur des affaires économiques était en effet resté à Parknasilla pour coordonner les services de protection et tenter de tenir à distance les journalistes : certains d'entre eux avaient même tenté de débarquer en bateaux à rames dans la propriété !

Le 12 mai, pour la première fois de ma vie, j'étais présenté au général de Gaulle. Il commença par me demander des nouvelles de la santé de ma fille, qui était hospitalisée en France, et me remercia d'avoir organisé son séjour. Le Général me montra, parmi les livres que j'avais prêtés, les *Mémoires du sergent Bourgoigne* qu'il souhaitait, dit-il, lire depuis longtemps sans en avoir trouvé le temps.

Ne le connaissant pas, je trouvais une personne extrêmement fatiguée, physiquement et moralement, en proie à une tristesse infinie qu'il trouvait le courage de surmonter. Comme il l'avait fait la veille avec M. d'Harcourt, il me demanda si j'avais pensé que le référendum échouerait. Je ne pus lui dire que oui. Il ne répondit pas.

Avant de passer à table, Mme de Gaulle me prit en aparté. Elle me dit textuellement, je l'ai noté après le repas : « J'espère que vous ferez comprendre au Général que tout est fini maintenant et qu'il ne faut plus qu'il pense à diriger la France. » J'en fus un peu interloqué, me voyant mal en position de donner un tel conseil, eût-il été sollicité !

M. d'Harcourt avait obtenu que, durant le séjour du Général en Irlande, M. Gueguinou, deuxième secrétaire à Londres, nous fut envoyé en renfort. Il devait notamment se rendre, le 24 mai, auprès du général et de Mme de Gaulle pour leur faire signer leurs procurations de vote pour les élections présidentielles.

Il me fallait maintenant me mettre en

quête d'un nouveau logement pour le Général, cette fois-ci dans le Connemara. Je trouvais un autre hôtel, un peu plus grand, Cashel House, situé dans un merveilleux jardin, pour un prix de location de seulement 100 livres par semaine. On put *in extremis* annuler les locations pour les jours suivants, et le propriétaire, ainsi que son épouse, se mirent en quatre pour donner une atmosphère familiale à cet hôtel vide. Le Général y arriva le 23 mai. Il put ainsi faire de longues excursions dans le Connemara et le Donegal, un peu moins harcelé par les journalistes. Avant de venir à Dublin, il devait déménager une troisième fois, acceptant cette fois l'hospitalité de Mrs Grosvenor, à Kennemore Cottage (Kilarny).

Le 12 juin, l'ambassade reçut un télégramme de M. Michel Debré, ministre des Affaires étrangères, transmettant le message d'un gouvernement étranger. Je fus chargé de le porter au Général, par le train quittant Dublin à 16 h et arrivant à Kilarny à 23 h. Le commandant Flohic était venu m'attendre à la gare. Arrivé à Kennemore Cottage, il me remit, de la part du Général, une boîte à cigarettes en argent, avec sa signature gravée. Sachant le peu de bagages qu'il avait emportés, ce geste me toucha profondément.

Le Général me reçut aussitôt. Je lui exposais le but de mon voyage. Il lut attentivement le télégramme, reposa ses lunettes et me dit, en me regardant bien en face : « Non. »

Je lui demandais de bien vouloir écrire sa réponse, afin de la transmettre. « Vous avez raison » me dit-il. Et d'un seul jet, il écrivit en travers du message une réponse d'une quinzaine de lignes qui me frappa par la netteté des arguments et la concision de l'expression.

Puis, abandonnant son ton officiel, il me demanda si je ne me sentais pas fatigué et si je voulais bien m'entretenir avec lui.

Autant j'avais été frappé, à notre première rencontre, le 12 mai, par son abattement, autant je découvrais une personne différente, reposée, alerte, détendue, et d'une rare clarté de jugement et d'expression. Je savais, par d'autres visiteurs de son cabinet, venus de France lui apporter du courrier (Desgrées du Loû, de Beaulaincourt, Pierre-Louis Blanc) qu'il s'était remis à la rédaction de ses Mémoires. La conversation porta sur la situation en France, la campagne présidentielle, les problèmes diplomatiques.

J'en vins à demander au Général les raisons de sa venue en Irlande. Il avait toujours souhaité s'y rendre, me dit-il, ayant des ancêtres irlandais, les McCartan. S'il avait quitté la France, c'était pour ne pas influencer, par sa présence, sur la campa-

gne présidentielle, mais aussi pour se trouver loin du mont Valérien, le 18 juin. Le souvenir de cette cérémonie, à laquelle il n'assisterait pas cette année, était pour lui un déchirement qu'il masquait mal d'impassibilité. Ne pouvant pas, de son point de vue, se rendre ailleurs que dans un pays neutre, et surtout pas en Grande-Bretagne — « vous voyez de Gaulle retournant à Londres sans un message d'espoir ? » — que lui restait-il ? La Suisse ? Trop près de la France ; la Finlande ? Trop loin ; restait l'Irlande.

Le Général « savait depuis longtemps, me dit-il, que le référendum échouerait. Je voulais, à mon âge, trouver une porte de sortie. Il fallait le faire sur de grandes questions, qui seront posées plus tard, la participation, la régionalisation. »

« Les Français sont individualistes, ingouvernables. Les Anglais, les Allemands, eux, sont disciplinés. Les Italiens sont courageux mais n'ont ni gouvernement ni politique. Avant le règlement de l'affaire d'Algérie, les Français ont eu besoin de moi et m'ont supporté. Dès l'indépendance de l'Algérie, mon autorité s'est dégradée, jusqu'en mai 1968. »

Je dis au Général qu'au moment de mai 1968, trois hauts fonctionnaires de la police se trouvaient en mission à Dublin et que nous avions eu le plus grand mal à leur faire regagner Paris, par Londres et Bruxelles. « Eh oui ! dit le Général, nous avons une administration solide, des fonctionnaires intelligents, de qualité. Mais il nous le manque le jugement sur ce qui est essentiel, la prévision de l'avenir. On ne sait pas distinguer ce qui est essentiel, on se noie dans les péripéties, au ras du sol. C'est triste. Et puis les Français ont perdu le goût de l'effort, du travail continu en vue de l'avenir. »

Il me parla également de Jean Moulin, de Pierre Brossolette et de l'estime qu'il avait pour eux, de M. Couve de Murville, « l'un des meilleurs diplomates de toute l'histoire », de M. Debré, alors son ministre, avec qui il correspondait depuis son départ de France, et de l'affection qu'il avait pour lui.

« Vous êtes jeune, me dit-il. Je sais que vous avez beaucoup voyagé. Vous avez eu la chance d'approcher de grands commis de l'Etat, M. Sainteny, et votre ancien ambassadeur, M. Dumarçay, un homme dont on ne sait pas combien de missions délicates lui ont été confiées et qui ont abouti. »

Il ne m'a pas parlé des hommes politiques actuels, sauf pour me dire que « la personnalité de M. Rocard était intéressante ».

Le Général souhaitait la victoire de M. Pompidou, malgré la remontée dans

l'opinion de M. Poher. « Voyez-vous, Pompidou a de belles qualités d'intelligence. Et puis, c'est un arrangeur. »

Il évoqua aussi le maréchal Toukhatchevsky, qui commandait l'armée rouge en Pologne en 1920. Il se trouvait qu'ils avaient été internés dans le même camp de prisonniers de guerre, au fort d'Ingoldstادت, durant la guerre de 14-18. « C'était un bon soldat. »

Pour le Général, l'Angleterre ferait tout pour entrer dans le Marché Commun, après son échec de la zone de libre échange : mais ce serait pour miner de l'intérieur le Marché Commun, après un échec cuisant de destruction par l'extérieur. Malgré les apparences du moment, l'économie anglaise et ses finances allaient à la ruine, en partie du fait d'un syndicalisme anachronique. Sans doute, la livre sterling paraissait momentanément forte ; mais l'Angleterre vivait dans le passé, et au-dessus de ses moyens. Elle servirait inéluctablement de cheval de Troie en faveur de l'Amérique. Elle voudrait toujours jouer de ses liens spéciaux avec les Etats-Unis pour obtenir un statut à part, et privilégié, sans d'ailleurs se rendre compte que ses liens spéciaux s'amenuisaient, puisque la Grande-Bretagne apportait moins qu'elle ne donnait. Ainsi, la Grande-Bretagne conduirait le Marché Commun vers une dilution de sa force créatrice et de son autorité.

Revenant sur l'élection présidentielle, et en fonction de ce que disait la radio, il me dit : « Poher va être élu. Mais si c'est Pompidou, cela ne fera pas de différence quant au fond. L'un ou l'autre se trouverait devant des difficultés économiques, monétaires, sociales. Pompidou serait le seul à savoir s'en sortir aux moindres frais. Peut-être que j'aurai encore à intervenir... »

Dans son livre *La mort du Général*, Jean Mauriac, que je ne connaissais pas encore et que je n'ai rencontré que le 16 juin, où il apportait au Général et à Mme de Gaulle une lettre de M. Debré, a décrit très exactement les derniers jours du général de Gaulle en Irlande. Pour la petite histoire, quelques détails peuvent être ajoutés.

Le 23 mai, M. Capitant faisait approcher le Général pour lui faire part de ses projets d'apporter son soutien à M. Rocard, créer un groupe de gaullistes de gauche indépendant, afin de lutter pour l'aboutissement de la participation. A ma connaissance, fidèle au plan de conduite qu'il s'était tracé, le Général n'aurait pas réagi à ce projet.

Arrivé à Dublin le 17 juin, le Général y fut l'hôte du président de Valera, à sa résidence de Phoenix Park. A la fin du



En Irlande, mai-juin 1969 (Bonnotte /Gamma).

dîner intime qui lui était offert, le Général prononça les quelques mots suivants :

« En ce moment grave de ma longue vie, j'ai trouvé ici ce que je cherchais : être en face de moi-même. L'Irlande me l'a offert de la manière la plus délicate, la plus amicale. Je l'en remercie. Je vous en remercie particulièrement, M. le président. D'autre part, je dois dire que j'ai trouvé auprès de mes interlocuteurs ce que j'attendais, du point de vue du sentiment, de l'action, de l'intention politique. Votre œuvre est une grande œuvre nationale. J'emporterai de mon séjour chez vous la certitude que l'Irlande et la France sont deux pays faits pour se comprendre, pour s'apprécier, pour s'estimer, pour s'assister. Je bois à la santé de l'Irlande, notre amie de toujours, d'aujourd'hui et de demain, à la santé du président de l'Irlande et de Mme de Valera. »

Le 18 juin était une date cruciale pour le Général, qui se retrouvait en exil volontaire en Irlande, après 29 ans. Il avait décidé de venir déjeuner à l'ambassade, en sol français.

Avant le déjeuner, le Général dédicacé sa photographie à l'ambassadeur, M. d'Harcourt, compagnon de la Libération, ainsi qu'à moi. Il écrivit : « A Pierre Bitard, bien cordialement et avec mes remerciements. Ch. de Gaulle, 18 juin 1969. » Le Général n'avait amené en Irlande que trois photographies, la troisième étant dédicacée au président de Valera.

(...) Hélas ! Cette photographie m'a été dérobée dans mon déménagement, au départ de Téhéran, sans doute pour la seule valeur de son cadre en argent...

Le Général devait quitter l'Irlande le 19 juin. A 10 heures du matin, avant de se rendre chez le Premier ministre irlandais, le Général demanda à son chauffeur, M. Fontenil, de me rendre le poste radio que je lui avais prêté, mais auparavant, d'aller acheter des piles neuves pour remplacer celles qu'il avait utilisées. Une telle

attention aux détails est, je le crois, une caractéristique de la personnalité du général de Gaulle.

Le déjeuner offert par le Premier ministre fut l'objet d'un contretemps. Puis, dans les embouteillages, M. d'Harcourt et Mme de Gaulle arrivèrent avec trente-cinq minutes de retard.

Jean Mauriac a relaté l'allocution finale du Général et sa dernière phrase : « Je lève mon verre en l'honneur... de l'Irlande toute entière. » Or, les deux derniers mots « toute entière » ne furent pas diffusés par la radio. J'ai vérifié personnellement la bande du magnétophone. Par un hasard particulièrement fatidique, la bande était arrivée à sa fin absolue après les mots « de l'Irlande ». Il s'en est fallu de deux centimètres pour que le souhait du Général sur « l'Irlande toute entière » fut radio-diffusé.

Connaissant les Irlandais, leur sens inné de l'égalité démocratique, de leur méconnaissance à l'époque des impératifs de sécurité — le début officiel des troubles en Irlande du Nord date du 15 août 1969 — j'avais garé ma voiture à côté de celle du Général.

Dès la fin du déjeuner, je me suis donc précipité sur ma voiture pour suivre celle du Général qui, encadrée de deux voitures de police et précédée de deux policiers motocyclistes, démarra en trombe vers le terrain d'aviation. On était déjà en retard sur l'horaire. Le cortège n'ayant pu se former, se trouva donc pris dans les embouteillages.

Si bien que le ministre des Affaires étrangères n'arriva à l'aéroport qu'avec vingt minutes de retard, et le Premier ministre, dix minutes plus tard.

Je me retrouvai donc seul à faire la conversation au Général, qui s'efforçait de rester impassible, tandis que le commandant Flohic, puis M. d'Harcourt, enfin arrivé, ne savions plus que dire. D'autant que pour tous, l'instant était grave, triste.

Je ne devais plus jamais revoir le général de Gaulle. ■